

# Rés'ilib

## maréchal, va te faire foutre

Penser que le débat sur l'identité nationale ne serait qu'un écran de fumée serait une erreur. Le discours de Nicolas Sarkozy prononcé, non sans cynisme, à la Chapelle en Vercors, le démontre. Il annonce la couleur : travail, famille, patrie, autorité, mérite, supériorité de la France. Création d'un musée d'histoire officielle. Exhortation des peurs et des émotions. Manipulation des idées, des mots et des concepts. Les ressorts nauséabonds de l'extrémisme sont là : « Depuis deux siècles, à part l'expérience sanglante de la Terreur, nul totalitarisme n'a menacé nos libertés », Exit Vichy et Pétain, niés. Maintenant, c'est carte sur table.

La « stratégie du choc » des néoconservateurs se décline en France comme en Italie, en Europe comme en Amérique. Partout les mêmes causes, partout les mêmes effets. La dislocation sociale, dégât collatéral du libéralisme, doit être maîtrisée par le pouvoir. D'un côté, les territoires d'excellence pour les bons citoyens se pensant privilégiés et surprotégés. De l'autre, les territoires délaissés pour les déviants hyperflicqués, fichés, vidéosurveillés.

La mécanique de ce processus idéologique est bien huilée. D'abord la stigmatisation de l'autre : le jeune, l'étranger, le sans-papier... puis le journaliste, le syndicaliste, le militant politique. Ensuite, la définition du bon Français. Et même du bon immigré, « l'immigré... qui se sentait tellement Français qu'il interdisait à ses enfants de parler à la maison une autre langue que le français ». Le pendant des bons, ce sont les déviants (l'assisté des allocations familiales, le profiteur de la gratuité des études...) mais plus largement celui qui n'adhère pas « à une forme de civilisation, à des valeurs et à des mœurs ».

Lancer ce pavé à la veille des élections régionales est une tartuferie qui vise à mobiliser l'électorat de droite. Mais plus, c'est un pétard lancé dans les pénates de la gauche. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas sans effet. On a tout entendu, tout lu. Dans tous les sens. Il est grand temps que la gauche retrouve ses repères, reconstitue son socle idéologique. L'heure est à déconstruire ce qui depuis deux décennies a entraîné le discours de gauche sur des pentes plus que glissantes.

Selon certains, face à une gauche angélique et laxiste, la réponse était évidente : le réalisme politique. Un réalisme qui a fait dire au Premier ministre Rocard : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Et qui a conduit Lionel Jospin ou Jean-Pierre Chevènement à la surenchère sécuritaire. Le désastre de 2002 semblait avoir disqualifié cette dérive. Pourtant, les séquelles sont sévères. Ainsi, l'instauration d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité nationale est finalement passée sans grand remous. Fichiers, dépistage des délinquants à 3 ans, caméras, criminalisation de la psychiatrie, solidarité aux sans-papiers... la gauche suit des mouvements initiés par des professionnels, des citoyens. Elle peine à être force motrice. Quand elle ne vacille pas, comme sur la vidéosurveillance.

Le boycott par toute la gauche de l'opération Besson est une bonne nouvelle. L'engagement de tous vers des États-généralux des droits et des libertés est un atout indiscutable. Être vent debout contre chaque atteinte à la Liberté, des syndicalistes aux sans-papiers, est une urgence.

Battre la bande à Sarko aux prochaines élections est indispensable. Aujourd'hui, la démobilisation de l'électorat de gauche est sa seule force. Le Front de gauche moderne, large, dynamique et offensif ouvre la perspective d'une gauche solidaire, écologique et démocratique. Une gauche qui donne envie, une gauche qui joue la gagne.

Isabelle Lorand

responsable Liberté/droits de la personne

l'événement

migration  
et lutte  
des travailleurs sans-papiers

dimanche 29 novembre  
14 h 30

place Edmond Rostand – M° Luxembourg  
manifestation du collectif  
**Unis contre l'immigration jetable**

tout le mouvement de soutien  
aux luttes de l'immigration  
et les collectifs de migrants seront réunis

**assurons un cortège du PCF  
fourni, visible, animé  
et revendicatif**



# les maux du colonialisme persistant

Moustapha Gueye

**L**es mots sont importants. Aussi prenons garde aux idées qui se cachent derrière eux. Moustapha Gueye décortique les mots de la domination des migrants. Il suggère de privilégier la notion d'insertion à la désintégrant notion d'intégration. L'insertion requiert la double volonté partagée de connaissance et de reconnaissance de celui qui arrive et de celui qui accueille. Il s'agit aussi de s'attaquer aux inégalités économiques, et aux inégalités symboliques permettant notamment l'accès à la dignité, à la liberté individuelle.

**Assimilation.** L'assimilation, au temps des colonies, se situait dans le cadre du modèle national, qui excluait la différence. Les peuples sous domination, administrés, devaient être assujettis aux mêmes expériences, à la même histoire, aux mêmes repères culturels que les dominants. Ils ne pouvaient nullement prétendre à l'égalité des droits humains dont l'édifice reposait, repose partiellement encore sur le socle de la nation et de la citoyenneté nationale. Aujourd'hui encore, leur mémoire est exclue de celle de la République.

L'assimilation est une dimension constitutive de la condition de l'indigène exclu, aliéné sous la colonisation, elle se perpétue sur l'étranger et l'immigré de la période post-coloniale. Devenue inadaptée, inappropriée, la notion d'assimilation semblait être abandonnée.

**Intégration.** Prolongement, adaptation polie de l'assimilation. La personne migrante est considérée comme exogène à la société d'accueil. On lui

demande surtout de respecter des devoirs. On parle d'intégration réussie, s'agissant des anciens immigrés italiens, portugais, polonais. Mais on oublie souvent le rejet, la xénophobie, les pratiques d'exclusion manifestés à leur égard.

L'État, acteur principal des politiques d'intégration, s'est doté d'un Haut conseil à l'intégration et récemment d'un nouveau ministère très controversé de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale. Ce dernier contribue notamment à l'expulsion massive des travailleurs migrants sans-papiers et de leurs familles. Il institue le contrat d'intégration pour les primo-migrants. Plus généralement, les politiques de la ville et les plans banlieue sont prétextes au renforcement du traitement policier de l'immigration et aux dispositions législatives débridées.

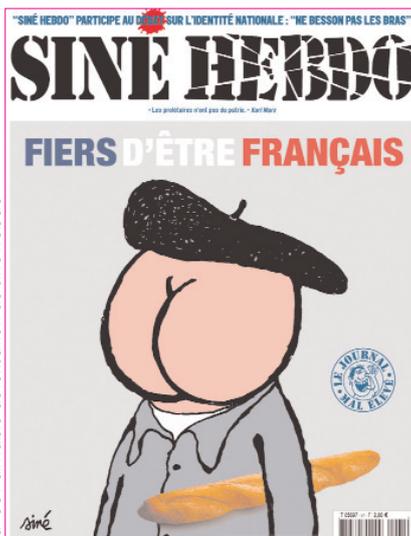
Ces politiques s'attaquent aux signes de la visibilité des personnes étrangères, immigrées, elles cherchent à les réduire, à les expurger.

L'injonction permanente faite aux personnes migrantes à s'intégrer crée de la frustration, c'est un voile qui masque la logique impitoyable de la production et du développement des inégalités, de l'exclusion, de la précarité, de la pauvreté de cette politique libérale.

**Insertion.** Elle requiert la double volonté partagée de connaissance et de reconnaissance de celui qui arrive et de celui qui accueille. Elle doit participer de la reconnaissance des identités diverses.

Il s'agit aussi de s'attaquer aux inégalités économiques et aux inégalités symboliques permettant notamment l'accès à la dignité, à la liberté individuelle. La composition de la population active doit refléter celle de la société.

La reconnaissance de l'égalité doit s'articuler autour de la justice au niveau national, au niveau des groupes.



Marie-George Buffet et Pierre Laurent ont été à la rencontre des travailleurs sans papiers. 04 novembre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article4073>

4 agents EDF GDF/Suez licenciés : le PCF exige l'annulation de la procédure disciplinaire! 29 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3946>

Jusqu'où Eric Besson va-t-il couvrir notre pays de honte ? Déclaration de Pierre Laurent. 26 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article4014>

PCF demande la régularisation des travailleurs sans-papiers. 21 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3998>

Ce petit Ministre qui fait ses mauvais coups après minuit! Déclaration de Olivier Dartigolles. 21 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3993>

Marie-George Buffet exige l'arrêt des charters de la honte ! 20 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3992>



Durcir la législation pénale n'est pas une réponse à la délinquance. 13 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3970>

Le PCF participera à la 13ème marche Existans. 9 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3954>

Stop aux charters de la honte ! 7 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3947>

Grévistes Adecco: le droit de vivre et de travailler en France en toute légalité. 7 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3946>

Castration chimique : le débat sur la prise en charge psychiatrique et médicale doit reprendre! 2 octobre 2009. <http://pcf.fr/spip.php?article3941>



coordinateur de section, Paris 18ème

Arrondissement populaire de Paris, le 18ème est depuis toujours un arrondissement stigmatisé, surveillé... Aujourd'hui, c'est la pandémie de caméras qui le guette. **Alain Wlos**, coordinateur de section, met en perspective cette pente sécuritaire et la crise du capitalisme. Et les élus communistes du 18ème interpellent Bertrand Delanoë, qui a fait de la vidéo surveillance, élégamment appelée vidéo tranquillité, un argument de campagne.

propos recueillis par **Madeleine Hivernet**

Pourquoi les communistes de Paris 18ème s'inquiètent-ils pour les caméras ?

Selon les plans de la préfecture, le 18ème devrait être l'arrondissement de Paris le plus équipé en caméra. Est-ce parce que c'est l'arrondissement qui compte le plus de Rmistes et de personnes en difficultés à Paris ? Au point de s'interroger : que cherche-t-on à surveiller ? Le trafic de drogue ou les jeunes en bas des cités, ou encore les migrants qui luttent pour le droit ? La recette n'est pas nouvelle. Déjà, sous Napoléon III, lors de sa création, le 18ème était stigmatisé. Peuplé des classes populaires, il était l'arrondissement des classes dangereuses...

Pourquoi montrer du doigt certaines catégories d'habitants ?

Cette recette, c'est celle du capitalisme, qui a besoin de contrôler une population de plus en plus difficile de maîtriser en temps de crise. Et ne nous y trompons pas : le "tous contre tous" rime avec caméras, mais aussi criminalisation de l'activité syndicale, dénonciation par internet, action en justice contre un Lounis, diffuseur de l'HD (toujours dans le 18ème).

Bien vivre ensemble, n'est-ce pas un désir des Parisiens ?

D'ailleurs, son inefficacité est pointée du doigt. Car malgré un coût exorbitant (85 millions d'eu-

ros), tout porte à croire – et l'expérience londonienne le démontre – que Big Brother ne nuit pas à la délinquance.

Sérieusement attentif à la tranquillité des habitants, le tissu associatif a bien conscience que la présence humaine, la police de prévention, la vie des quartiers... sont des leviers essentiels du bien vivre ensemble.

Les habitants du 18ème arrondissement ne souhaitent pas d'être filmés ?

Déjà, plusieurs conseils de quartier ont adopté des vœux pour faire retirer le projet, même baptisé vidéo tranquillité. Espérons que Bertrand Delanoë, maire de Paris, qui s'est laissé séduire par les sirènes sécuritaires, saura entendre ce message adressé par les acteurs de la démocratie participative.

La pétition du collectif *Paris sans vidéo surveillance*\* ambitionne d'engager le dialogue avec les citoyens pour démonter les idées reçues et inventer une alternative humaniste au *sarkautarisme*.

Pour leur part, les communistes du 18ème agiront pour la défense des Droits de l'Homme et de la Liberté. Par exemple, lors d'un débat organisé dans notre stand lors de la Fête de l'Huma.

\* [www.paris-sans-vidéosurveillance.fr](http://www.paris-sans-vidéosurveillance.fr)

## Mumia

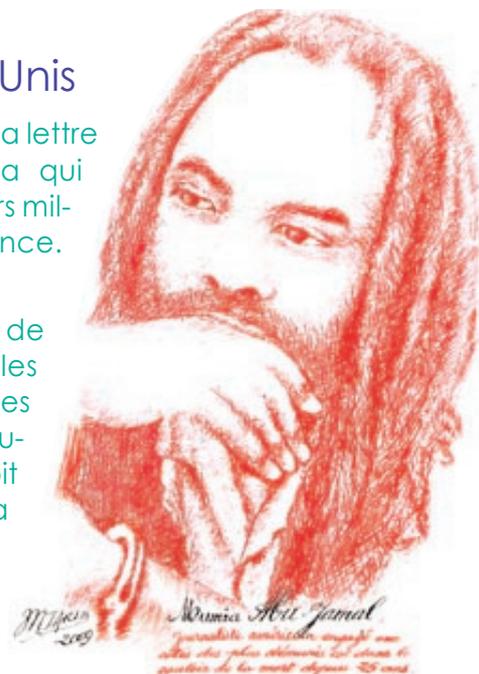
la planète écrit à Eric Holder  
ministre de la Justice des États-Unis

Lors de la célébration de sa 100e convention, le 16 juillet dernier, en présence de Barack Obama, l'organisation américaine NAACP (*National Association for the Advancement of Coloured People*), la plus ancienne et la plus puissante organisation de défense des gens de couleur, a adopté une résolution finale d'urgence demandant un nouveau procès pour Mumia et Troy.

Les soutiens américains à Mumia Abu-Jamal appellent dans l'urgence à une intervention auprès du ministre de la Justice des États-Unis. Le modèle de cette lettre est à disposition sur le site du PCF : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr).

Vous y trouverez également la lettre adressée à Barack Obama qui compte aujourd'hui plusieurs milliers de signatures en France. [www.mumiabujamal.net](http://www.mumiabujamal.net)

Faut-il le rappeler, la vie de Mumia est toujours entre les mains de la Cour suprême des États-Unis qui – après avoir refusé tout nouveau procès – doit encore faire connaître sa décision eu égard au recours du ministère public de Pennsylvanie demandant le feu vert à l'exécution.



# déchainé travailleurs sans-papiers une lutte pour l'unité du peuple

Dante Bassino  
représentant du PCF au sein de l'UCIJ

**5000 travailleurs en grève, 1250 entreprises concernées, une quarantaine de sites occupés...  
Depuis un mois, l'acte II de la lutte des travailleurs sans-papiers a été lancé. Lutte marquée  
par le nombre de grévistes, l'unité du mouvement et par la sympathie de la population.**

Les grévistes viennent surtout des secteurs du bâtiment, de la restauration, de l'intérim et du gardiennage. Si la plupart sont Africains, des travailleuses chinoises se sont jointes au mouvement.

Par rapport aux premières vagues de grèves, la stratégie syndicale et associative a évolué.

D'une part, l'union est de mise. Treize syndicats et associations se sont accordés pour mener ensemble cette bataille initiée l'année dernière par la CGT et *Droit Devant*. D'autre part, le but recherché n'est plus la simple régularisation au cas par cas, mais l'obtention d'une circulaire de régularisation qui concerne l'ensemble des travailleurs, y compris les travailleurs au noir.

Si la répression policière et patronale est parfois violente et rapide, comme sur le site de TFN dans le 19ème arrondissement de Paris, ou à la Défense, le piquet d'occupation se reporte sur un autre site. Unité, détermination,

efficacité, soutien populaire : tous les ingrédients sont là pour obtenir la victoire.

À nous, communistes, de bien mesurer ce qui se joue avec cette lutte. C'est avant tout une lutte de travailleurs, qui se battent pour leurs droits et qui, du coup, feront avancer le droit de tous. Une régularisation de masse serait



*jeudi 5 novembre, Marie-George Buffet et Pierre Laurent ont été à la rencontre des sans-papiers en grève à Aubervilliers et à SAMSIC, entreprise de nettoyage, Porte de Champerret*

une victoire formidable. Elle donnerait du souffle à l'ensemble du mouvement social en démontrant qu'il est possible de faire reculer le gouvernement, y compris dans les domaines sur lesquels il semble le plus ferme. Ce serait aussi une des principales divisions du corps social qui vacillerait : cette situation de travailleurs se côtoyant avec des

niveaux de droits très différents et pour certains aucun droit.

Soutenons ces travailleurs en lutte qui sont en première ligne pour combattre la société du « tous contre tous », par notre présence sur les lieux occupés et par la solidarité financière.



**SIX HEURES pour les droits des enfants et des familles sans-papiers**

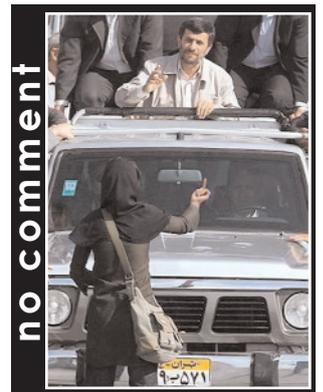
dimanche 22 novembre 2009  
de 13 à 19 heures

**au CENTQUATRE**

104 rue d'Aubervilliers Paris 19<sup>e</sup>

- 13 h-14 h. La situation des jeunes majeurs sans-papiers
- 14 h-16 h. Les enfants victimes de la politique migratoire
- 16 h 30-18 h. Changer la loi, c'est possible (animé par Florence Aubenas).
- 18 h 10. Serge Portelli, magistrat: on peut changer la loi
- Animations musicales : Cali, Fred des Ogres de Barback, Dominique Grange, Jean Philippe Rykiel, Yacouba Sissoko, Francesca Solleville, Les Szigaboornistes et quelques autres

Pierre Laurent et Isabelle Lorand y représenteront le PCF



Marianne, Hervé Di Rosa

## « vivre ensemble » c'est gagnant-gagnant

**L**e président de la République et son ministre de l'Immigration, de l'Intégration, convoquent un débat public sur l'identité nationale.

Comme beaucoup, je m'interroge sur la sincérité de cette démarche. Comment ne pas voir se dessiner des calculs électoraux si près du scrutin régional ? N'assistons-nous pas à une manipulation dans le but de détourner l'opinion publique de sujets importants, la poste, l'emploi, la réforme des collectivités territoriales... ? Le pouvoir n'est-il pas en train de marauder sur le terrain idéologique du Front national ?

Mais là n'est pas le plus grave. Le plus grave réside dans l'amalgame sous-jacent entre identité nationale et migrations, l'un annonçant le dépérissement de l'autre.

Ces deux sujets d'actualité sont sensibles et sérieux. Opposables, ils seraient « perdant, perdant ». Et pourtant, ils méritent d'être « gagnant, gagnant » sur l'idée du « vivre ensemble » à l'échelle de tous les territoires – la ville, la nation, l'Europe, le monde.

En tant qu'élu, je constate quotidiennement que la citoyenneté ne peut se réduire à la nationalité, au sentiment d'appartenance.

Identité nationale et migrations ont un socle commun de questionnement : quel destin commun pour l'individu et pour les peuples ?

L'universalité de l'individu est à mes yeux un enjeu de civilisation.



**Pascal Savardelli**

vice-président du  
Conseil général du Val-de-Marne  
président du groupe  
des élus communistes